

A.O.O n° 21/RFM/2017

Objet :

***Equipement du puits du centre Achlouj
à la C.R Enjil à la Province de Boulemane***

Cahier des Prescriptions Spéciales

Lot unique

Réservé à la petite et moyenne entreprise

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et de l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3, du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
REGION FES-MEKNES

MARCHE N°

Objet du marché :

***Equipement du puits du centre Achlouj à la C.R Enjil
à la Province de Boulemane***

Marché passé par voie d'appel d'offre ouvert n°/2017 conformément aux dispositions de l'alinéa 2
paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°
2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Entre

Monsieur le président du conseil Régional de Fès -Meknès, agissant au nom et pour le compte de
la Région Fès -Meknès.

D'une part,

ET

1. Cas d'une personne morale

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de..... en
vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....ouvert
auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

2. cas de personne physique

M.

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce deSous le n°

Patente n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « Entrepreneur ».

D'autre part

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

3. cas d'un groupement

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M.qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Patente n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire n°(RIB sur 24 positions).....ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :**

(Servir les renseignements le concernant)

-
-

- **Membre n :**

-
-

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M..... (prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de

Désigné ci-après par le terme « **Entrepreneur** ».

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:

CHAPITRE I :

INDICATIONS GENERALES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'équipement du puits du centre Achlouj à la C.R Enjil à la Province de Boulemane

Article 2 : Mode et procédure de passation du Marché

Marché passé par **appel d'offres ouvert sur offre des prix**, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013), relatif aux marchés publics.

Article 3 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du présent marché est la **Région Fès-Meknès**.

Article 4 : Maîtrise d'ouvrage et assistance technique

La maîtrise d'œuvre est confiée à l'AREP de la région Fès-Meknès et la Province de Boulemane (Division des Equipements). Sa mission consiste à :

- Le suivi des travaux ;
- La coordination du suivi du chantier ;
- La vérification et l'établissement des décomptes ;
- La réception provisoire et la réception définitive.

Article 5 : Consistance des travaux

Les prestations à exécuter au titre du présent marché feront l'objet d'un **lot unique** et comprennent :

- Fourniture et mise en place d'une pompe électrique immergée
- Fourniture et mise en place d'un robinet vanne à opercule PN16
- Fourniture et mise en place d'un clapet anti-retour PN16
- Fourniture et mise en place d'un manomètre à bain de glycérine
- Fourniture et mise en place d'un compteur volumétrique
- Fourniture et mise en place de conduite bridée pour colonne montante en AG Ø63
- Fourniture et mise en place de câble d'alimentation
- Fourniture et mise en place d'une armoire de commande
- Fourniture et mise en place d'un bac de 50 litres pour eau de javel
- Fourniture et mise en place d'une pompe doseuse pour station de pompage
- Fourniture et mise en place de ventouse en acier
- Fourniture et mise en place d'un système flotteur
- Fourniture et pose de conduite en polyéthylène de différents diamètres.
- Construction de regard type O.N.E.E.P
- Fourniture et pose de vannes de différents diamètres.

Article 6 : Référence aux textes généraux

1. Loi organique 111-14 relative aux régions ;
2. Le décret n° 2-12-349 du 8 joumada 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics ;
3. Le décret n° 2-14-394 du 13 Mai 2016 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
4. Le Décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;

5. Décret n 2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
6. Arrête du Chef du gouvernement n°3-302-15 du 15 Safar 1437 (27 novembre 2015) fixant les règles et les conditions de révision des prix des marchés publics. BO n° 6422 DU 17/12/2015 ;
7. Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, la sécurité du personnel, les salaires de la main d'œuvre
8. Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.
9. Le décret N°2- 09-441 du 17 Moharram 1431 (3 /1/2010) portant règlement de la comptabilité publique des collectivistes locales et de leurs groupement tel qu'il a été complétée et modifier
10. Le dahir portant la loi n°01-09-02 du 22 Safar 1430 (18/02/2009) portant promulgation de la loi n°45-08 relatif à l'organisation des finances des collectivités locales et de leurs groupements.
11. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1871-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) fixant la rémunération relative à la remise des plans et documents techniques prévue par les articles 19 et 99 du décret n° 2-12-349 précité.
12. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°1872-13 du 4 Chaabane 1434 (13/06/2013) relatif à la publication des documents dans le portail des marchés publics.
13. Arrêté du ministre de l'économie et des finances n°3011-13 du 24 Hijja 1434 (30/10/2013) portant application de l'article 156 du décret n° 2-12-349 précité
14. Arrêté du ministre de l'Intérieur n°3574-13 du 6 Safar 1435 (10/12/2013) fixant les cahiers des prescriptions communes applicables aux marchés des régions, des préfectures, des provinces et des communes.
15. Le Dahir n°1-86-347 du rabia II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la Loi n° 30-85 relative à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) ;

Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date de signature du marché ;

Si les textes généraux prescrivent des clauses contradictoires, l'entrepreneur devra se conformer aux plus récents d'entre eux.

L'entrepreneur attributaire du présent marché devra se procurer ces documents s'il ne les possède déjà et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci pour se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 7 : Obligations particulières

Les obligations de l'entreprise comportent non seulement l'observation des prescriptions des textes énumérés ci-dessus mais aussi l'observation de tout autre décret, arrêté, réglementation ou normes en vigueur à la date de la remise de l'offre, applicables aux travaux du présent marché.

Article 8 : Pièces constitutives du marché.

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (C.P.S) ;
3. Le bordereau des prix - détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales travaux (C.C.A.G-T).

Par le fait même de la signature de l'acte d'engagement, l'entrepreneur est réputé avoir lu et accepté les conditions et clauses prévues au présent C.P.S ainsi que celles prévues par le CCAG-T, le D.G.A ainsi que toutes autres pièces rendues contractuelles par ce même document.

Article 9 : Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de service ;
- Les avenants éventuels ;
- La décision prévue au § 3 de l'article 57 du C.C.A.G-T, le cas échéant.

Article 10 : Obligations diverses de l'entrepreneur

- 1°/ L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer, dans ces conditions, il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté du Maître d'Ouvrage ;
- 2°/ Il est précisé que parmi les dépenses incluses dans les prix selon l'article 53 du C.C.A.G-T, figurent notamment :
- La construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
 - L'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
 - Le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier ainsi que leur signalisation extérieure ;
 - L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'ouvrage.
 - Les plans d'exécution, détails de réalisation, croquis, photos de chantier, attachements, justificatifs de contrôle de la qualité des ouvrages,...et tout justificatif nécessaire au suivi et à la bonne exécution des ouvrages.
- 3°/ En application de l'article n°44 du C.C.A.G-T, le délai fixé pour le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements mis à la disposition des entrepreneurs est fixé à TRENTE JOURS (30 jours) de calendrier à compter de la date de la réception provisoire.

En outre, une pénalité spéciale de 1‰ (un pour mille) du montant du marché par jour de calendrier sera appliquée en cas de retard, à compter de la date d'expiration du délai de trente (30j) jours indiqué plus haut.

Article 11 : Election de domicile de l'entrepreneur

A défaut par l'entrepreneur de satisfaire aux prescriptions de l'article 20 du C.C.A.G-T, toutes les notifications lui seront valablement faites à l'adresse indiquée dans le présent C.P.S.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement et de produire les déclarations de changement de domicile faite auprès de l'autorité administrative locale du nouveau lieu d'exercice ou du siège de la société en cas de changement dans une autre commune.

Les communications échangées entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur doivent être consignées à leur envoi ou à leur réception sur un registre tenu par le maître d'ouvrage à cet effet.

Article 12 : Présence de l'entrepreneur sur les lieux des travaux

1/ Pendant la durée des travaux, l'entrepreneur doit être présent en permanence sur le lieu d'exécution des travaux ou se faire représenter par un agent dûment agréé par le maître d'ouvrage, muni des pouvoirs nécessaires, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

La demande écrite présentée par l'entrepreneur, en vue de l'agrément d'un représentant, doit fournir toutes références utiles concernant cet agent et faire connaître exactement l'étendue des

pouvoirs qui lui sont accordées par l'entrepreneur au point de vue tant de la conduite des travaux que du règlement des comptes.

- 2/ L'entrepreneur ou son représentant est tenu de répondre aux convocations qui lui sont adressées pour se rendre soit sur les lieux des travaux, toutes les fois qu'il en est requis. Des procès-verbaux écrits doivent être produits à l'issue de réunions ou de visites de chantier, effectués en présences de l'entrepreneur.

Article 13 : Frais de timbres et d'enregistrement

Conformément à l'article 7 du CCAG-T les droits aux quels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement sont à la charge de l'entrepreneur.

Article 14 : Résiliation

Les conditions de résiliation du présent marché sont celles prévues par le CCAG-T.

Article 15 : Contestations - Litiges

En cas de difficultés survenues entre le titulaire et le maître d'ouvrage au cours de l'exécution du marché, il sera fait application des dispositions des articles 82 et 83 du C.C.A.G-T.

En cas de désaccord, le litige entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur est soumis aux tribunaux compétents.

CHAPITRE II : **PRESCRIPTIONS SPECIALES**

Article 16 : Validité du marché

Le présent marché ne sera valable, définitif ou exécutoire qu'après son approbation par l'**autorité compétente** et sa notification au titulaire du marché.

Article 17 : Délai de notification de l'approbation du marché

Conformément à l'article 153 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013), le titulaire du marché ne sera libre de renoncer à son entreprise que si l'approbation de son marché ne lui est pas notifiée dans un délai de **soixante quinze (75) Jours** à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au 2^{ème} alinéa de l'article 33 du décret sus indiqué, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché. Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage. En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Si le titulaire n'a pas usé de cette faculté, il se trouvera engagé irrévocablement vis à vis de l'administration par cette notification.

Article 18 : Nantissement

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, il est précisé que :

- La liquidation des sommes dues par l'administration en exécution du marché sera opérée par les soins de [Monsieur le président de la Région Fès-Meknès](#)
- Le Fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du présent marché, ainsi qu'aux bénéficiaires des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus à l'article 4 du Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, est le président du conseil régional de Fès – Meknès
- Les paiements prévus au marché seront effectués par [le président de la région Fès-Meknès](#), seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- Les frais de timbres de l'exemplaire à remettre au titulaire revêtu de la mention «Exemplaire Unique» et de l'original conservé par l'Administration sont à la charge de l'Entrepreneur.
- Le Maître d'ouvrage délivre sans frais, à l'entrepreneur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du dahir du 28 août 1948 relatif au nantissement des marchés publics tel qu'il a été modifié et complété.

Article 19 : Délai d'exécution des travaux - Pénalités pour retard

Le délai d'exécution global du présent marché est fixé à **Soixante jours (60j)** à compter de la date de commencer les travaux qui sera fixée par ordre de service du maître d'ouvrage.

A défaut par l'entrepreneur de n'avoir terminé les travaux ainsi déterminée ; il lui sera appliqué une pénalité journalière de retard égale à 1/1000 du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, par les avenants (dh/jour de calendrier).

Les pénalités sont cumulables et déduites d'office des sommes qui lui sont dues au titre du marché et en cas d'insuffisance sur son cautionnement sans préjudice des poursuites qui pourraient être engagées contre lui pour le recouvrement du reliquat des pénalités.

Conformément aux dispositions de l'article 65 du CCAG-T, le montant des pénalités pour retard est plafonné à dix pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement, modifié ou complété par les avenants.

Article 20 : Cautionnements - Retenue de garantie

Le cautionnement provisoire est fixé à **trois mille (3.000,00 dhs) dirhams**.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du marché arrondi à la dizaine de dirham supérieure.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché. Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels de l'entrepreneur jusqu'à la réception définitive des travaux

Une retenue de garantie d'un dixième (1/10) du montant des travaux sera opérée sur les acomptes provisoires. Cette retenue de garantie cessera de croître quand elle aura atteint 7% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, par les avenants. Le délai de garantie est fixé à Une (01) année à compter de la date du procès verbal de la réception provisoire des travaux.

Article 21 : Sous-traitance

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie au maître d'ouvrage la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants, et ce, conformément à l'article 158 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I, 1434 (20 mars 2013).

Article 22 : Assurance

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur doit adresser au maître d'ouvrage les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux stipulations de l'article 25 du CCAG-T, tel qu'il a été complété ou modifié.

Article 23 : Recrutement et paiement des ouvriers

Les formalités de recrutement et de paiement des ouvriers sont celles prévues par les dispositions du CCAG-T et de la réglementation en vigueur lors de l'exécution des travaux.

Article 24 : Mesure de sécurité et d'hygiène

Les mesures de sécurité et d'hygiène sont celles prévues par les dispositions du CCAG-T et la réglementation en vigueur. Ces mesures se rapportent notamment :

- Aux conditions de logement du personnel du chantier : prendre les dispositions nécessaires en vue d'assurer le choix adéquat du site, la propreté des logements, l'alimentation en eau potable, la présence et l'isolement des locaux sanitaires et la protection contre les crues et les incendies.
- Au ravitaillement et au fonctionnement de chantier : Les lieux de ravitaillement doivent être isolés des lieux de logement du personnel et protégés contre toute cause de pollution et de contamination.
- L'hygiène : Assurer le nettoyage quotidien, l'entretien du réseau d'égouts et l'évacuation des ordures ménagères et tout produit toxique.
- Au service médical : Disposer sur chantier des produits pharmaceutiques et équipements nécessaires pour assurer les soins médicaux de première urgence en cas d'accident éventuel.

- Aux conditions de sécurité : Doter le personnel de chantier de moyens de sécurité (tenue de travail, casques, gants, bottes etc.) et assurer la sécurité des tiers.
- Au gardiennage et à la police de chantier : Assurer un gardiennage permanent du chantier de jour comme de nuit et veiller à l'application de la discipline et du règlement de chantier.
- A la protection de l'environnement : Evacuer tous les produits et matériaux non utilisés et procéder à la remise en état des lieux.

Article 25 : Réception provisoire - Réception définitive

La réception provisoire sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 73 du C.C.A.G-T. La réception définitive aura lieu douze mois (12 mois) après la date de la réception provisoire des travaux conformément aux dispositions de l'article 76 du C.C.A.G-T.

Article 26 : Délai de garantie

Le délai de garantie est fixé à une année à partir de la date de réception provisoire. Pendant la durée du délai de garantie, l'entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages et est tenu de les entretenir à ses frais, il reste même responsables des actions ou indemnités formulées par les tiers pour dommages résultant de l'exécution des travaux.

Article 27 : Modalités de règlement

Les acomptes sont réglés à l'entrepreneur sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage. Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés, situations et pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le C.P.S ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Les prestations sont réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées après déduction de la retenue de garantie. Les situations seront cumulatives et seront réglées par application des prix aux quantités réellement exécutées.

Article 28 : Règlement des sommes dues

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte courant postal, bancaire ou à la Trésorerie Générale du Royaume ouvert au nom du titulaire tel qu'il ressort de son acte d'engagement.

Article 29 : Attachements et suivi des travaux

Les attachements objet des prestations du présent marché seront pris en présence de l'attributaire ou son représentant et du maître d'œuvre chargé du suivi de l'exécution des travaux.

Le suivi de l'exécution de l'ensemble des prestations de ce marché sera assuré par le maître d'œuvre et par toute personne dont la présence s'avère nécessaire.

Article 30 : Plans de recollement

En fin d'exécution, l'entrepreneur remettra à l'administration des plans de l'état des lieux et plan d'exécution indiquant avec fidélité comment les travaux ont été exécutés, tant en ce qui concerne les travaux visibles que les travaux cachés.

Article 31 : Album photos

L'entreprise doit fournir avant la réception provisoire des travaux un album photo décrivant le déroulement des travaux depuis l'installation jusqu'à la réception provisoire.

En plus du format papier, les dites photos ainsi que les documents graphiques, doivent être fournies sur support informatique (Clé USB),

Article 32 : Changement dans la masse des travaux

En application du § 4 de l'article 55 du CCAG-T, l'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation tant que l'augmentation dans la masse des travaux n'excède pas 10% du montant du marché.

Les changements des diverses natures d'ouvrages sont soumis aux dispositions des articles 55, 57, 58 & 59 du C.C.A.G-T pour l'augmentation ou la diminution dans la masse des travaux.

Article 33 : Révision des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

Article 34 : Essais de matériaux et matériels

Conformément aux stipulations de l'article 4, 3 du DGA, les frais d'essais des matériaux ainsi que la réception de fonds de fouilles seront à la charge de l'entrepreneur pour tous les travaux ou fournitures qui n'auront pas satisfait aux conditions imposées par le DGA.

Les essais et la réception de fonds de fouilles seront effectués conformément à la norme NF 23/301 (Février 1961), ils seront faits obligatoirement par le laboratoire agréé. L'entrepreneur devra tenir, en permanence sur le chantier les récipients ou éléments de matériaux disponibles à des prises de prélèvement pour études, essais ou analyses.

Les essais de matériels installés par l'entrepreneur sont à sa charge, ainsi que tous les ingrédients ou fluides nécessaires à ses essais sont aussi à sa charge, toute main d'œuvre nécessaire à ces essais, échafaudages, branchements et toutes sujétions, à la demande du maître d'ouvrage.

Article 35 : Cas de force majeure

Conformément à l'article 47 du CCAG-T, les seuils des intempéries et autres phénomènes naturels qui sont réputés constituer un événement de force majeure au titre du présent marché est définis comme suit :

- Pluie d'intensité supérieure ou égale à 100 mm/jour ;
- Séisme d'intensité supérieure ou égale à 5° à l'échelle de Richter ;
- Neige de hauteur supérieure ou égale à 1 m.

Article 36 : Obligations diverses de l'entrepreneur

L'entrepreneur sera tenu de provoquer lui-même les instructions écrites et figurées qui pourraient lui manquer. Dans ces conditions il ne pourra jamais se prévaloir du manque de renseignements pour justifier une exécution contraire à la volonté de l'administration.

Article 37 : Provenance des matériaux

En application de l'article 42 du CCAG-T, les matériaux destinés à l'exécution des travaux ne seront d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se procurer des matériaux de fabrication marocaine.

Article 38 : Nettoyage du chantier

L'entrepreneur devra évacuer régulièrement des locaux où il travaille les gravas ou débris divers. Le maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger ce nettoyage lorsqu'il n'aura pas été exécuté spontanément.

Article 39 : Connaissance du dossier

L'entreprise soumissionnaire au présent marché déclare :

- Avoir apprécié toute difficulté résultant du terrain, de l'emplacement des constructions, des accès, des alimentations, des branchements en eau et en électricité et toute autre difficulté qui pourrait se présenter pour laquelle aucune réclamation ne sera prise en considération ;
- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble du dossier et du projet ;
- Avoir fait préciser tout point susceptible de contestations ;
- Avoir fait tout calcul et sous détail.

CHAPITRE III :

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 40 : Installation et organisation du chantier

L'implantation des travaux objet du présent marché, sera réalisée sous la responsabilité de l'entreprise et aux frais de celle-ci. Le piquetage et le plan de piquetage devront être terminés huit (8) jours après la demande du maître d'ouvrage.

Le contrôle de l'implantation sur le site par le maître d'ouvrage ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité des erreurs qu'il aurait pu commettre et de toutes les conséquences en découlant. L'entrepreneur est responsable de la conservation des repères. Si au cours des travaux, ceux-ci étaient détruits, il en devra la remise en état, sous sa responsabilité et à ses frais.

L'établissement du plan et celui des repères du nivellement et de l'implantation donneront lieu à la rédaction des procès verbaux signés par l'entrepreneur et le maître d'ouvrage.

Après la fin des travaux seront repliés et le site remis en état et nivelé. Tous les débris et déchets résultant du repli du chantier seront évacués dans les lieux de décharge indiqués par le maître d'ouvrage dans un délai indiqué au présent marché.

Panneaux de chantier

Une sous construction fixée à l'entrée et/ou à la sortie du chantier, à un endroit à choisir par le Maître d'ouvrage, permettra de fixer un panneau principal. Le panneau indiquera la nature de la réalisation, le nom de différents intervenants (Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, entreprise, laboratoire....) etc.

Le coût du panneau de chantier à installer à l'entrée du chantier est à la charge de l'entreprise.

Article 41 : Ouvrages provisoires

Les plans et les notes des calculs des éventuels ouvrages provisoires sont à la charge de l'attributaire qui les soumet à l'approbation du maître d'ouvrage quinze jours (15j) avant le début de réalisation desdits ouvrages.

Article 42: contrôle des travaux

Tous les essais de contrôle sont à la charge de l'entrepreneur qui doivent être réalisés par un laboratoire agréé et validé par l'administration.

Article 43 : Composition des bétons

Désignation	Ciment CPJ 45 Kg	Sable M ³	Grain de riz M ³	Gravette M ³		Pierres cassées M ³		Moellons 100 M ³	Emploi
				8/15	15/25	25/40	40/60		
N°1	150	0,600		0,800					Béton de propreté
N°2	250	0,550			0,800				Béton de forme
N°3	300	0,450			0,350	0,750			Béton banché
N°4	350	0,400		0,400	0,450				Béton armé
N°5	300	0,450			0,200		0,300	0,600	Béton cyclopéen
N°6	250	0,450			0,200		0,900		Gros béton
N°7	350	0,400	0,400		0,500				Béton armé paillasse
N°8	400	1,000							Chape de ciment
N°9	350	0,450	0,350		0,750				Béton pour dalle
N°10	200	0,300	0,200		0,800				Béton maigre

Article 44 : Réunions de chantier

Il sera dressé pour chaque réunion, un procès-verbal qui sera contresigné par le maître d'ouvrage et l'attributaire en fin de séance.

Dans le cas où l'attributaire est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal celui-ci est notifié par ordre de service.

Ces procès-verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondances entre le maître d'ouvrage, l'ingénieur chargé de suivi et l'attributaire. Ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux. Ses observations, ses réclamations ou réserves. L'inscription de ces dernières au cahier de chantier ne saurait remplacer la présentation des réclamations dans les formes et conditions prévues par les clauses du C.C.A.G.T

Lors des visites de chantier, l'attributaire est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opération dans les conditions de sécurité totale. Il devra faciliter toute opération de mesure et tenir à disposition tout document nécessaire à la bonne conduite des travaux et toute fiche d'essai de matériaux reçu sur le chantier ou mis en œuvre.

Article 45 : Communications

Les communications de toutes natures relatives à l'exécution des prestations entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur se font par écrit. Elles sont notifiées ou déposées à l'adresse indiquée par les deux parties.

Les communications prévues ci-dessus sont soit déposées contre récépissé auprès du destinataire, soit adressés audit destinataire par lettre recommandée avec accusé de réception et ce dans le délai imparti, s'il en est prévu un. La date du récépissé ou de l'accusé de réception fait foi pour la détermination du calcul du délai. Elles peuvent également lui être expédiées, à titre complémentaire, par fax confirmé, ou par courrier électronique.

Les communications échangées entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur doivent être consignées à leur envoi ou à leur réception, sur un registre tenu par le maître d'ouvrage à cet effet.

CHAPITRE III :

DEFINITION DES PRIX

- Prix n° 1 :

Fourniture, transport et mise en place d'une pompe électrique immergée type Grundfos ou similaire pouvant donner un débit de 3l/s sous une hauteur manométrique de 105 m, y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **1**

- Prix n° 2 :

Fourniture, transport et mise en place d'un robinet vanne à opercule PN 16 de diamètre $\Phi 2''$ à passage direct (sans rainure) et à bride y compris volant de manœuvre et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **2**

- Prix n° 3 :

Fourniture, transport et mise en place d'un clapet anti-retour PN16 diamètre $\Phi 2''$ et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **3**

- Prix n° 4 :

Fourniture, transport et mise en place d'un manomètre à bain de glycérine avec robinet d'arrêt à 3 voies de 0 à 10 bars et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **4**

- Prix n° 5 :

Fourniture, transport et mise en place d'un compteur volumétrique type WOLTEX ou similaire DN 2" PN 16 et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **5**

- Prix n° 6

Fourniture, transport et mise en place de conduite bridée pour la colonne montante de la pompe électrique immergée en acier galvanisé D63 mm y compris boulons, joints de montage et toutes sujétions.

Ouvrage payé au **mètre linéaire** au prix n° **6**

- Prix n° 7

Fourniture, transport et mise en place de câble d'alimentation de section suffisante pour alimenter la pompe et armoire de commande y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé au **mètre linéaire** au prix n° **7**

- Prix n° 8

Fourniture, transport et mise en place d'une armoire de commande (fonctionnement, arrêt etc...) et également pour la protection de la pompe y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **8**

- Prix n° 9

Fourniture, transport et mise en place d'un Bac de 50 L pour eau de Javel y compris toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **9**

- Prix n° 10

Fourniture, transport et mise en place d'une pompe doseuse pour station de pompage y compris tuyau souple, crépine d'aspiration, canne d'injection et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **10**

- Prix n° 11

Fourniture, transport et mise en place de ventouse en acier à la sortie du forage.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **11**

- Prix n° 12

Fourniture, transport et mise en place d'un système flotteur sur une longueur de 250 m y compris câble d'alimentation, conduite de protection, terrassement en tout terrain et toutes sujétions.

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **12**

- Prix n° 13

Fourniture et pose de conduites en polyéthylène D63 PN 16 certifié y compris déblai (largeur : 0,40m/ profondeur 0,80m), lit de sable de 0.10 m, remblai primaire en terre tamisé de 0,20 m, déblai remblai secondaire, pièces spéciales : coudes, té, cônes de réduction, joints, manchettes, raccords, essai de pression et toutes sujétions.

Ouvrage payé au **mètre linéaire** au prix n° **13**

- Prix n° 14

- Fourniture et pose de conduites en polyéthylène D50 PN 16 certifié y compris déblai (largeur : 0,40m/ profondeur 0,80m), lit de sable de 0.10 ml, remblai primaire en terre tamisé de 0,20 m, déblai remblai secondaire, pièces spéciales : coudes, té, cônes de réduction, joints, manchettes, raccords, essai de pression et toutes sujétions.

Ouvrage payé au **mètre linéaire** au prix n° **14**

- Prix n° 15

- Fourniture et pose de conduites en polyéthylène D40 PN 16 certifié y compris déblai (largeur : 0,40m / profondeur 0,80m), lit de sable de 0.10 ml, remblai primaire en terre tamisé de 0,20 m, remblai secondaire, pièces spéciales : coudes, té, cônes de réduction, joints, manchettes, raccords, essai de pression et toutes sujétions.

Ouvrage payé au **mètre linéaire** au prix n° **15**

- Prix n° 16

Construction d'un regard 1,00 x 1,00 x 1,00 en béton armé dosé à 350 kg de ciment CPJ 45/ m³ y compris capot- regard type PAM ou similaire, col de cygne et toutes sujétions

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **16**

- Prix n° 17

Fourniture et pose de vanne de D50 mm pour conduite en polyéthylène

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **17**

- Prix n° 18

Fourniture et pose de vanne de D40 mm pour conduite en polyéthylène

Ouvrage payé à l'**unité** au prix n° **18**

BORDEREAU DES PRIX - DETAIL ESTIMATIF

Equipement du puits du centre Achlouj à la C.R Enjl à la Province de Boulemane

N° des prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix Unitaire hors T.V.A en DH	Prix total hors T.V.A en DH
1	-Pompe électrique immergée	U	1		
2	-Robinet vanne à opercule PN16 Ø2''	U	1		
3	-Clapet anti-retour PN16 Ø2''	U	1		
4	-Manomètre à bain de glycérine	U	1		
5	-Compteur volumétrique DN2'' PN16	U	1		
6	-Conduite bridée en acier galvanisée Ø63 mm	MI	6		
7	-Câble d'alimentation	MI	120		
8	-Armoire de commande	U	1		
9	-Bac de 50 litres pour eau de javel	U	1		
10	-Pompe doseuse	U	1		
11	-Ventouse en acier	U	1		
12	-Système flotteur	U	1		
13	-Conduite polyéthylène PN16 Ø63 mm	MI	300		
14	-Conduite polyéthylène PN16 Ø50 mm	MI	300		
15	-Conduite polyéthylène PN16 Ø40 mm	MI	200		
16	-Regard de 1,00 x 1,00 x 1,00	U	5		
17	-Vanne D 50 mm	U	3		
18	-Vanne D40 mm	U	2		
Total hors T.V.A					
Taux T.V.A (20%)					
Total (T.T.C)					

Arrêté le présent bordereau des prix - détail estimatif à la somme (T.T.C) de:

Marché passé par appel d'offre ouvert sur offre des prix, en application de l'article 16 alinéa 2 paragraphe 1 et l'article 17 alinéa 3 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013,) relatif aux marchés publics.

Arrêté à la somme T.T.C de (en dirhams) :

**Objet : Equipement du puits du Centre Achlouj à la C.R Enjl
à la Province de Boulemane**

Signature

<p>Dressé par :</p> <p>L'ingénieur chef du service des équipements et des infrastructures</p> <p>Division D'équipement</p> <p>Signé: HALID AMAROUINE</p> <p>10 6 JUIN 2017</p>	<p>Vu et vérifié par :</p> <p>Directeur de l'Agence Régionale d'Exécution des Projets Région Fès - Meknès</p> <p>Youssef ZIANI</p> <p>10 6 JUIN 2017</p>
<p>Lu et accepté par :</p>	<p>Présenté par :</p> <p>Pour le Président et P.O Directeur Général des Services</p> <p>Abderrazzak MOUMNI</p> <p>10 6 JUIN 2017</p>
<p>Approuvé par :</p>	